



# PRÉFET DE LA HAUTE- SAVOIE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Auvergne-Rhône-Alpes

Unité interdépartementale  
des deux Savoie

Rapport de contrôle de l'inspection des installations classées		
Référence : 20210119-RAP-InspectionPcmbPassy-v03.odt		
Nom et adresse de l'établissement contrôlé	Code DREAL	
Société PCMB PAE du Pays du Mont Blanc 823, rue des Prés Moulin 74 190 PASSY	S3IC Priorité DREAL Régime SEVESO / IED	61.5214 <input checked="" type="checkbox"/> PN <input type="checkbox"/> AE <input type="checkbox"/> NP <input type="checkbox"/> Autre <input checked="" type="checkbox"/> A <input type="checkbox"/> E <input type="checkbox"/> D <input type="checkbox"/> NC <input type="checkbox"/> HAUT <input type="checkbox"/> BAS / <input checked="" type="checkbox"/> IED
Activité principale : regroupement et traitement de déchets dangereux et non dangereux de liquides de refroidissement usagés.		
Date du contrôle : 19 janvier 2021		
Inspecteur : Joël CRESPINE		
Type de contrôle		
<input checked="" type="checkbox"/> Inspection annoncée <input type="checkbox"/> Inspection inopinée	<input checked="" type="checkbox"/> Inspection planifiée <input type="checkbox"/> Inspection circonstancielle	
Circonstances du contrôle		
<input checked="" type="checkbox"/> Plan de contrôle de la DREAL <input type="checkbox"/> Incident/Accident du	<input type="checkbox"/> Plainte <input type="checkbox"/> Autre :	
Thèmes du contrôle	<ul style="list-style-type: none"> <li>• nature et volume des activités,</li> <li>• situation vis-à-vis de la réglementation IED,</li> <li>• effluents liquides,</li> <li>• rétentions.</li> </ul>	
Principales installations contrôlées : bâtiment destiné à la formulation de fluides caloporteurs.		
Référentiel du contrôle :		
<ul style="list-style-type: none"> <li>• arrêté préfectoral d'autorisation n° 99-1990 du 2 août 1999,</li> <li>• arrêté préfectoral complémentaire n° 2012012-0011 du 12 janvier 2012,</li> <li>• arrêté ministériel du 22 février 2020 fixant les critères de sortie du statut de déchet pour les produits chimiques ou objets ayant fait l'objet d'une régénération,</li> <li>• arrêté préfectoral 2014304-0002 du 31 octobre 2014 fixant le montant des garanties financières de l'établissement à 96 025 euros,</li> <li>• déclaration de la société PCMB du 18 juillet 2013 évaluant l'activité maximale de traitement de déchets dangereux à 2,5 tonnes par jour.</li> </ul>		
Personnes rencontrées et fonctions		
Nom	Société	Qualité
• M. Bertrand BARD	PCMB	Président
• M Jérémie TAFFIN	PCMB	Responsable QSE
• M. Alexandre BALSAMO	SMB Auto	Directeur Général Délégué
• Mme Céline TUJAGUE	SMB Auto	Responsable SHEQ
• M. Frédéric GUINOT	SMB Auto	Responsable exploitation
Copies	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Exploitant,</li> <li>• PRICAE</li> <li>• Chrono</li> <li>• Subdivision D1</li> <li>• M. le Sous-Préfet de Bonneville</li> </ul>	

## **I – Contexte :**

La société Produits Chimiques du Mont-Blanc (PCMB) a **été** autorisée à exploiter un établissement spécialisé dans le **traitement** de liquides de refroidissement usagés (LRU) sur le territoire de la commune de Passy, par un **arrêté** préfectoral du 2 août 1999 complété par un arrêté du 12 janvier 2012. Le site occupe une surface d'environ 1 ha.

Précisons que les LRU **traités** sur le **site** sont :

- du mono propylène glycol (MPG),
- du mono éthylène glycol (MEG).

La précédente inspection réalisée le 5 juin 2020 avait porté sur le classement des activités dans les rubriques 3XXX de la nomenclature, sur les effluents liquides ainsi que sur les volumes de rétention nécessaires pour confiner un écoulement accidentel. La société PCMB avait répondu aux demandes formulées à l'issue de la **visite** par plusieurs courriers **datés** des 26 juin, 15 juillet, 6 août, 12 août et 6 octobre 2020. La présente inspection visait à **faire** le point des suites données à ces demandes afin notamment de préciser certains éléments des courriers précités concernant :

- la justification du positionnement de l'établissement par rapport aux seuils **de** classement des rubriques 3510 et 3550,
- **les** rétentions permettant de confiner tout épandage accidentel de déchets liquides.

L'analyse du dossier de réexamen et du rapport de base transmis **le 6 août 2020** sera **réalisée** en dehors du cadre **de** la présente inspection.

Les constats réalisés lors de la présente inspection sont détaillés en annexe.

## **II – Suite de l'inspection :**



Nous demandons à l'exploitant de :

- **veiller** à indiquer sur l'attestation de conformité fixée par l'annexe II de l'arrêté ministériel du 22 février 2019 un unique code, correspondant au déchet effectivement traité,
- transmettre avant **fin** mars 2021 :
  - les documents, notamment **les** plans, **relatifs** à la **rétention** du bâtiment de formulation des fluides caloporteurs incluant :
    - la description du système,
    - la précision et la justification du volume potentiellement confiné dans **le** bâtiment,
    - les éléments concernant **la** **fiabilité** du dispositif et notamment ses certifications dans les différents domaines de l'industrie,
  - le calendrier précis des travaux de **réalisation** de la rétention du bâtiment qui ne devra pas dépasser le 30 septembre 2021,
  - les documents, notamment **les** plans, relatifs au système de mise en sécurité des tuyaux de transport des fluides dans l'établissement et vers **le site** voisin de **la société SMB Auto**, incluant :
    - la description du système,
    - la précision du volume exact potentiellement confiné en cas de non fonctionnement de **la** pompe de relevage de la cuve de l'aire de dépotage,
    - **les** moyens envisagés pour avertir les opérateurs d'une fuite afin qu'ils puissent **arrêter** le transfert avant tout risque de débordement de produit,
  - **le** calendrier précis des travaux de réalisation de la rétention du bâtiment qui ne devra **pas** dépasser le 30 septembre 2022.

Par ailleurs, au vu de la demande de bénéfice des droits acquis transmise par l'exploitant par courrier du 6 août 2020 et des **éléments** complémentaires communiqués lors de la présente inspection, nous proposons de modifier **le tableau** des rubriques des installations classées figurant à l'article 3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 2 août 1999 qui avait **été** modifié une première **fois** par **arrêté** du 12 janvier 2012.

Le nouveau **tableau** proposé, mentionné dans la **fiche de constat** n°3 en annexe, a **été** repris dans le projet **d'arrêté** joint pour lequel nous proposons d'engager la procédure contradictoire prévue par l'article 181-45 du code de l'environnement.

Nous joignons la lettre transmettant le présent rapport à l'exploitant.

<p><b>L'inspecteur de l'environnement</b></p>  <p>Joël CRESPINE</p>	<p><b>Vérificateur et approbateur</b></p> <p>Lyon, le</p> <p>Pour le directeur et par délégation</p> <p><b>Le chef du Pôle Risques Chroniques</b></p>  <p>Gérard CARTAILLAC gerard.cartailac 2021.02.23 09:51:17 +01'00'</p>
--	--

## ANNEXE

<b>Thème 1 : Gestion des déchets – Constat 1</b>	
<b>Références réglementaires :</b> arrêté ministériel du 22 février 2019 fixant les critères de sortie du <b>statut</b> de déchets pour les produits chimiques ou les objets ayant fait l'objet d'une régénération.	
<b>Constats :</b> lors de l'inspection du 5 juin 2020, l'exploitant n'avait encore pas mis en œuvre les dispositions de l'arrêté ministériel précité relatif à la sortie de statut de déchets des liquides des LRU traités sur le site. Lors de la présente inspection, l'exploitant nous a présenté deux dossiers de fourniture de MEG régénéré avec sortie de statut de déchet à la société SMB Auto exploitant l'établissement voisin. Les livraisons ont été réalisées le 30 novembre et le 11 décembre 2020 par la canalisation reliant les deux établissements.	
Nous avons vérifié l'application de certaines dispositions de l'arrêté ministériel du 22 février 2019 précité :	
<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Contrat de cession entre l'exploitant et son client (Art 3.e de l'arrêté ministériel du 22 février 2019) : chaque dossier comprend un bon de commande spécifiant une quantité et un prix unitaire ainsi que des conditions générales de vente,</li> <li>2. Attestations émises pour chaque lot (Art.4 et annexe II de l'arrêté ministériel du 22 février 2019) : chaque dossier comprend l'attestation de conformité fixée par l'article II de l'arrêté précité. Cette attestation mentionne toutefois deux codes déchets :               <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ 16.01.14 : antigels contenant des substances dangereuses,</li> <li>◦ 16.01.15 : antigels autres que ceux visés à la rubrique 16.01.15.</li> </ul>               Il conviendra de ne mettre que le code correspondant au déchet et, pour le MEG, le 16.01.14 *.             </li> <li>3. Respect des prescriptions fixées par le client (Art 3.c et point 3.2 de la section 3 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 22 février 2019) : chaque dossier comprend une analyse du <b>déchet</b> régénéré en référence à la spécification 59255 de la société SMB Auto. Nous avons examiné la spécification et les résultats d'analyses. Le MEG régénéré respectait bien les critères de la spécification,</li> <li>4. Lots identifiés par un numéro (art.6 de l'arrêté ministériel du 22 février 2019) : chaque dossier comprend l'identification du lot par un numéro unique, selon la nomenclature de l'établissement.</li> </ol>	
<b>Conclusions</b>	
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observations	<input checked="" type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de suites administratives
<b>Suites</b>	
Il conviendra de veiller à indiquer sur l'attestation de conformité fixée par l'annexe II de l'arrêté ministériel du 22 février 2019 le code unique correspondant au déchet effectivement traité.	

<b>Thème 1 : Gestion des déchets – Constat 2</b>	
<b>Références réglementaires :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• règlement européen 1013/2006 du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets,</li> <li>• arrêté ministériel du 22 février 2019 fixant les critères de sortie du <b>statut</b> de déchet pour les produits chimiques ou objets ayant fait l'objet d'une régénération, et notamment son article 3.c et le point 3.1 de la section 3 de son annexe I,</li> <li>• courrier de l'inspection du 15 juin 2020 faisant suite à la visite du 5 juin 2020, demandant de faire application des dispositions du règlement européen 1013/2006 du 14 juin 2006 concernant les transferts transfrontaliers de déchets, pour l'importation depuis la Suisse de MPG, sauf démonstration que les flux admis dans l'établissement ne sont pas des déchets.</li> </ul>	
<b>Constats :</b> en réponse à notre demande, la société PCMB nous avait transmis le 12 août 2020 un courriel des autorités suisses attestant que le traitement subi par le MPG avant son transfert en France lui avait fait perdre son caractère de déchet. Sur le plan réglementaire, ces éléments transmis par les autorités suisses ne nous paraissent pas constituer une sortie du statut de déchet valable dans la communauté européenne.	
Par ailleurs, lors de l'inspection, l'exploitant nous a indiqué que le MPG provenant de Suisse subissait dans son établissement une filtration, des ajouts d'additifs et une dilution, en précisant qu'il arrivait également que du MPG neuf nécessite une filtration. Le point 3.1 de la section 3 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 22 février 2019 fixant les critères de sortie du statut de déchet pour les produits chimiques ou objets ayant fait l'objet d'une régénération précise « les produits chimiques et objet ayant fait l'objet d'une régénération sont	

dans un **état** permettant une utilisation directe sans autre opération de traitement de déchets... » Au regard de ce critère le MPG importé ne peut être considéré comme sorti du **statut** de déchet dans la mesure où, malgré le pré-traitement préalable qu'il subit, il ne peut faire l'objet d'une utilisation directe.

### Conclusions

☐ Pas d'observation

☐ Non conformité

☒ Observations

☐ Proposition de suites administratives

### Suites

L'exploitant doit prendre contact avec le PNTTD (Pôle National des Transferts Transfrontaliers de Déchets) pour connaître la procédure d'importation à appliquer au MPG s'il souhaite reprendre ces transferts.

## Thème 2 : Nature et volume des activités – Constat 3

### Références réglementaires :

- article 1.2 de l'arrêté préfectoral n° 2012012-0011 du 12 janvier 2012,
- nomenclature des **installations** classées et **notamment** les rubriques 2790, 2791, **3510** et **3550**,
- courrier de la société **PCMB** du 4 novembre 2013 indiquant que **les** installations ne relevaient pas de la directive IED,
- courrier de l'inspection du 15 juin **2020** faisant suite à la visite du 5 juin 2020, demandant à la société **PCMB** de solliciter sous deux mois le bénéfice des droits acquis pour **les** rubriques **3510** et **3550** de la nomenclature ou de solliciter une nouvelle autorisation d'exploiter pour ces rubriques.

**Constats** : par courrier du 4 novembre 2013, **suite** à la parution du décret du 2 mai 2013 créant les rubriques **3510** et **3550**, l'exploitant nous **avait** indiqué que son activité n'en relevait pas. Lors de l'inspection du 5 juin 2020, l'exploitant nous avait indiqué que :

- **les** livraisons de MEG usé **étaient réalisées** par véhicules citernes de 25 m<sup>3</sup> en moyenne, déchargés dans une cuve de 40 m<sup>3</sup> contenant en fond environ 2 tonnes. Le processus de traitement du MEG dure un mois et comprend une décantation pour séparer les huiles et **les** particules, un mélange avec des charbons **actifs** et une **filtration**. Nous avons conclu que le dépotage de déchets dangereux dans une cuve contenant des **restes** de lots précédents, relevait de la rubrique 3510,
- l'exploitant nous avait indiqué que le volume maximal de MEG susceptible d'être présent sur le site **était** de 460 m<sup>3</sup>. Nous avons conclu que le stockage temporaire de déchets dangereux relevait de la rubrique **3550** de la nomenclature dont le **seuil** de classement **est de** 50 tonnes.

La déclaration du 4 novembre 2013 **était** donc erronée du **fait** du calcul de quantités moyennées sur un an.

Suite à l'inspection du 5 juin **2020**, l'exploitant a **sollicité** le bénéfice des droits acquis pour les rubriques **3510** et **3550** par courrier du 6 août 2020. Toutefois ce courrier n'apportait pas d'élément justifiant le volume de chacune de ces **activités** avant la création des rubriques 3510 et **3550** par décret du 2 mai 2013.

Lors de la présente inspection, l'exploitant nous a indiqué qu'il **était** en mesure de justifier les activités suivantes avant le 2 mai 2013 :

- Rubrique 3510 : la quantité maximale de **MPEG** usé **admise** dans l'**installation** en une journée, avant le 2 mai 2013, **était de** 30 tonnes, soit une citerne routière pleine. Il nous a transmis par courriel du 26 janvier 2021 les documents de prise en charge de **déchets** :
  - du 17 septembre 2012 pour une quantité **admise** de 27,34 tonnes,
  - du 21 août 2012 pour une quantité admise de 28,26 tonnes.
- Rubrique **3550** : la quantité maximale théorique de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation est de 460 m<sup>3</sup> correspondant au **total** du volume des cuves de l'établissement remplie de MEG. Toutefois, l'historique de l'exploitation montre que le volume de ce déchet sur le **site** n'a jamais dépassé 400 m<sup>3</sup>.

Précisons par ailleurs que le MPG usé est un déchet non dangereux et que **les** quantités traitées ces dernières années, de l'ordre de 300 tonnes par an, sont inférieures au seuil de classement de la rubrique 3532 **fixé** à 75 tonnes par jour. L'exploitant nous a par ailleurs indiqué qu'il n'excluait pas de reprendre le traitement de MPG usé produit en France. Dans l'arrêté préfectoral du 12 janvier 2012, son traitement avait **été** intégré au volume de **déchets dangereux visé par la** rubrique 2790. Pour plus de précision, il convient de **le faire** figurer dans la rubrique 2791 relative au traitement de déchets non dangereux.



Au vu des constats réalisés, il apparaît que les activités du site relèvent des rubriques 3510 et 3550 de la nomenclature des installations classées, contrairement aux éléments du courrier du 4 novembre 2013 et que compte tenu de la stabilité de l'activité et des informations communiquées, elles peuvent bénéficier des droits acquis prévus par l'article L 513-1 du code de l'environnement.

Enfin, l'exploitant nous a transmis une mise à jour du calcul de garanties financières, prenant en compte 400 m<sup>3</sup> de MEG et 12 tonnes de boues de filtration et de résidus de séparateur d'hydrocarbures, correspondant à un montant de 93 712 euros, inférieur au seuil de 100 000 euros imposant leur constitution.

#### Conclusions

☐ Pas d'observation  
☐ Observations

☐ Non conformité  
☒ Proposition de suites administratives

#### Suites

Nous proposons de mettre à jour le tableau des rubriques exploitées sur le site de l'arrêté d'autorisation du 2 août 1999 qui avaient été modifiées une première fois le 12 janvier 2012. Au regard de l'évolution, d'une part, de la nomenclature des installations classées, d'autre part, de l'arrêt en 2013 de l'activité de distillation nécessitant le chauffage d'un fluide caloporteur organique combustible à une température supérieure à son point éclair, visée par la rubrique 2915-1.a, le tableau des rubriques proposé est le suivant :

Nature des activités	Volumes	Rubrique	Régime
Installation de traitement de déchets dangereux constitués de liquides de refroidissement usagés.	30 tonnes par jours	2790	A
Installation de traitement de déchets non dangereux constitués de liquides de refroidissement usagés.	2 000 tonnes par an	2791	A
Élimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour	30 tonnes par jour	3510	A
Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560, avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes ;	480 tonnes de liquides de refroidissement usagés, 20 tonnes de déchets boueux et huileux	3550	A

Nous proposons de soumettre cette mise à jour de l'arrêté d'autorisation à la procédure contradictoire.

#### Thème 3 : Rétention des liquides polluants – Constat 4

**Références réglementaires :** article 5.1.6.1 de l'arrêté préfectoral 99-1990 du 2 août 1999 prescrivant les conditions de mise en rétention des liquides inflammables, toxiques ou nocifs pour le milieu naturel.

**Constats :** lors de la visite du 5 juin 2020, nous avons constaté que le bâtiment destiné à la formulation de fluides caloporteurs comprenait un muret périphérique interrompu en plusieurs endroits et notamment au niveau du quai de chargement. La rétention des produits liquides, dont la somme des volumes était de l'ordre de 100 m<sup>3</sup>, n'était donc pas assurée. Pour lever cet écart, l'exploitant nous a proposé, par courrier du 6 octobre 2020, la mise en place d'un système de rétention formé par une barrière mobile commandée par le remplissage d'une fosse située dans le bâtiment. En cas d'épandage de liquide, la fosse se remplit et la pression obtenue commande, sans apport d'énergie extérieure, la fermeture de la barrière qui prend place de façon étanche sur le sol du bâtiment, entre deux murs maçonnés. Ce système permet de garder l'usage des quais de chargement en période d'exploitation.

Lors de la présente inspection, l'exploitant nous a présenté un document en séance montrant le principe de ce dispositif. Par ailleurs, le projet prévoit que les parois de la rétention soient complétées notamment dans la partie arrière du bâtiment afin de garantir le confinement des écoulements.

L'exploitant nous a indiqué que la capacité ainsi obtenue correspondrait à la somme du volume :

- des produits liquides présents dans le bâtiment,
- des eaux d'extinction éventuelles évaluées à 60 m<sup>3</sup>/h pendant 2 heures soit 120 m<sup>3</sup>,
- des eaux de pluie à raison de 10 l/m<sup>2</sup>.

Les débits d'eau d'incendie et de précipitations à prendre en compte ont été validés par un courrier électronique du SDIS daté du 9 juillet 2020 et faisant suite à leur visite du 25 juin 2020.

L'exploitant a indiqué que **les** travaux de création de la rétention pouvaient être réalisés fin septembre 2021.

Par ailleurs, lors de la **visite** du 5 juin 2020, nous avons constaté que des tuyaux souples reliaient des cuves entre elles et permettaient les livraisons à l'établissement voisin de la société **SMB Auto**. Ces tuyaux courent le long de murets ou de supports, hors rétention et sont donc susceptibles de conduire, en cas de rupture, à un épandage de plusieurs mètres cube dans un sol non revêtu.

En réponse à notre demande de mise en rétention, l'exploitant nous a proposé, par courrier du 6 octobre 2020, la mise en place d'un système de goulottes en U en acier pour faire circuler ces canalisations. Le coût de ces dispositifs est de l'ordre de **100 000** euros et le délai d'installation de 12 mois. Au cours d'échanges récents avec l'exploitant nous lui avons demandé d'envisager une solution permettant de s'affranchir du risque de projection de fluide notamment en cas de rupture guillotine.

Lors de l'inspection, l'exploitant nous a présenté une solution consistant à assurer la circulation des tuyaux souple dans une canalisation rigide souterraine, présentant une pente assurant l'écoulement d'éventuelles fuites vers la cuve de rétention enterrée de 2 m³ destinée à recueillir les égouttures et les déversements accidentels lors des dépotages. Cette cuve **est** équipée d'un système de pompage automatique qui transfère son contenu vers une rétention aérienne de grande dimension. Le projet prévoit que la canalisation rigide passe dans des chambres, accessibles depuis la surface par des regards régulièrement espacés, dans lesquelles **les** tuyaux souples qu'**elle** contient seraient visibles et où seraient **situés** les raccords entre ces tuyaux afin de pouvoir détecter une fuite.

Par **ailleurs**, en cas de non fonctionnement de la pompe de relevage de la cuve de 2 m³, un volume conséquent de produit pourrait être confiné dans le système constitué de la cuve, de la canalisation rigide **et** des chambres intermédiaires. La valeur précise de ce volume reste à calculer, mais il serait supérieur à 10 m³. L'exploitant nous a indiqué que **le débit** de transfert pour la livraison de produit était de 10 m³/h ce qui laisserait aux opérateurs le temps d'arrêter le transfert avant de risquer un débordement de produit.

L'exploitant nous a indiqué que le système dont **le** coût est de l'ordre de **90 000** euros pouvait être mis en place pour l'été 2022.

Ces dispositions proposées concernant la mise en rétention du **bâtiment** et la sécurisation des transferts de produits doivent être finalisées et mises en œuvre au plus vite.

#### Conclusions

☐ Pas d'observation

☒ Non conformité

☐ Observations

☐ Proposition de suites administratives

#### Suites

Nous demandons à l'exploitant de **transmettre** avant fin mars 2021 :

- les documents, notamment les plans, **relatifs** à la rétention du bâtiment de formulation des fluides caloporteurs incluant :
  - la description du système,
  - la précision et la justification du volume potentiellement confiné dans le bâtiment,
  - les **éléments** concernant la **fiabilité** du dispositif et notamment ses certifications dans les différents domaines de l'industrie,
- le calendrier précis des travaux de **réalisation** de la rétention du bâtiment qui ne devra pas dépasser le 30 septembre 2021,
- les documents, notamment les plans, **relatifs** au système de mise en **sécurité** des tuyaux de transport des fluides dans l'établissement **et** vers le **site voisin** de la société **SMB Auto**, incluant :
  - la description du système,
  - la précision du volume exact potentiellement confiné en cas de non fonctionnement de la pompe de relevage de la cuve de l'aire de dépotage,
  - les moyens envisagés pour avertir les opérateurs d'une **fuite** afin qu'ils puissent arrêter le transfert avant tout risque de débordement de produit.
- le calendrier précis des travaux de réalisation de la rétention du **bâtiment** qui ne devra pas dépasser le 30 septembre 2022.

